

En quelques Clics

Bulletin de veille documentaire

n° 155, 24 mars 2015

Pour accéder aux documents, cliquer sur @

Au fil de la semaine...

Aménagement du territoire

• Feu l'aménagement du territoire.

France inter ; *La marche de l'histoire* ; 17 mars 2015. @

Retour sur l'histoire de l'aménagement du territoire en France et de son évolution, au travers du prisme institutionnel notamment, avec Marie Gibblin, géopoliticienne et professeur à l'Institut français de géopolitique de Paris VIII.

Attractivité

• Rapport sur l'internationalisation de l'économie française. Bilan 2014 des investissements étrangers en France. Business France, mars 2015.

Le bilan 2014 des investissements en France publié par Business France recense 1014 décisions d'investissements physiques, soit une progression de 8 % par rapport à l'année précédente et le deuxième meilleur bilan depuis dix ans. L'Europe reste, de loin, le premier investisseur en France, avec 61 % des projets. Vol. 1. @; Vol. 2. @; Vol. 3. @

Cohésion sociale

• Comptes rendus de la mission de réflexion sur l'engagement citoyen et l'appartenance républicaine.

Assemblée nationale ; février-mars 2015. @

Le 19 février dernier, une mission de réflexion sur l'engagement citoyen et l'appartenance républicaine a été lancée à l'Assemblée nationale. Agenda et comptes rendus des auditions sont disponibles en ligne. Parmi les premiers thèmes abordés : "L'engagement au service de l'innovation sociale et de l'emploi" ; "L'engagement citoyen et l'innovation territoriale en milieu rural" ; "Comment conforter le modèle français de sécurité civile ?".

• « Si les hommes sont libres et égaux en droit, c'est à quelle heure ? ».

Marie-Hélène Bacqué ; Mohamed Mechmache. Métropolitiques, mars 2015. 4 p. @

Depuis les événements du 7 janvier dernier, les associations qui travaillent au quotidien dans les quartiers populaires témoignent de leur inquiétude à voir surgir des formes de stigmatisation vis-à-vis des habitants. Selon les auteurs, les propositions de ces derniers pour faire reculer les inégalités sont insuffisamment prises en compte alors qu'elles sont pourtant largement partagées.

Collectivités territoriales

• Intercommunalité et EPCI : publication de données statistiques.

Direction générale des collectivités locales (DGCL) ; 27 février 2015. @

La DGCL a publié les données chiffrées de l'intercommunalité au 1er janvier 2015. A cette date, on compte 2 133 établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre sur le territoire français dont 11 métropoles, 9 communautés urbaines, 226 communautés d'agglomération, 1 884 communautés de

communes et 3 syndicats d'agglomération nouvelle. Le nombre de communes isolées s'élève à 70, soit une population de 4 034 615 habitants.

Contractualisation

• Aménagement du territoire. Le nouvel âge des contrats de plan Etat-région.

Caroline Garcia.

La Gazette, n° 12/2262, 23-29 mars 2015. pp. 19-24.

Les CPER 2015-2020 sont réorganisés autour de stratégies régionales visant la compétitivité par le biais de thématiques plus ciblées que par le passé. Les départements et les intercommunalités souhaitent être associés étroitement au volet territorial. Dans un contexte financier difficile, les CPER atteindront-ils leurs objectifs notamment en matière de relance de l'emploi ?

• Dossier Contrat de ville de Paris.

Mairie de Paris ; mars 2015. @

Anne Hidalgo a présenté, lundi 16 mars, au Conseil de Paris, les grands axes du contrat de ville 2015-2020 qui définit la nouvelle géographie prioritaire, les axes stratégiques et les moyens pour améliorer le cadre de vie des habitants des quartiers populaires. Retrouvez le dossier complet présentant les 30 mesures phare du contrat de ville, la carte des quartiers prioritaires ainsi que le contrat de ville dans son intégralité.

Dossier « Investissements publics locaux : Quelle stratégie de relance ? »

Etat des savoirs
Programmes européens
Contrats de plan
Stratégies d'investissement

Intercommunalités,
n° 197, février 2015.
pp. 11-20.

Développement durable

• Territoires à énergie positive : consommer moins, produire plus.

Franck Lemarc.

Maires de France, n° 322, mars 2015. pp. 38-43.

Les territoires à énergie positive (Tepos) sont aujourd'hui fortement encouragés par l'Etat. Le principe est simple : se fixer l'objectif d'équilibrer la production et la consommation d'énergie sur un territoire.

Développement économique

• Culture, patrimoine, développement des territoires.

C. Lacour ; F. Leloup ; L. Moyart ; et al.

Revue d'économie régionale et urbaine, n° 5, décembre 2014. 160 p.

Au sommaire : Culture, patrimoine, savoirs : facteurs dynamiques de développement / Du capital culturel aux patrimoines culturels / Mons, capitale européenne de la culture en 2015 : deux modèles de développement par la culture / Valorisation touristique du patrimoine et dessertes TGV / Le cas de quatre villes intermédiaires proches de Paris / Mises en scène patrimoniales et développement territorial : un modèle inspiré des Alpes.

Egalité - Inégalité

• L'inégalité économique des territoires. Les écarts continuent à se creuser.

Bernard Aubry; Jean-François Léger.
Population & Avenir, n° 722, mars-avril 2015. pp. 4-7.

L'évolution récente de la pyramide des âges et un solde migratoire positif conduisent à une hausse du nombre d'actifs en France métropolitaine. Les deux tiers de cette augmentation s'expliquent par celle des cadres mais elle est très inégalement distribuée dans l'hexagone, d'où un accroissement des disparités territoriales.

Emploi et insertion

• Favoriser l'insertion économique des jeunes issus de l'immigration.

France stratégie ; Daniel Agacinski ; Marine Boisson ;
Véronique Deprez-Boudier et al.
Note d'analyse, hors-série, mars 2015. 8 p. @

Après un premier volet recensant les difficultés rencontrées par les jeunes issus de l'immigration dans leur insertion économique, France Stratégie publie des propositions dans quatre grands domaines : l'éducation, l'emploi, le logement, la lutte contre les discriminations.

• L'emploi des jeunes en Europe.

Philip Cordery.
Assemblée nationale ; rapport n° 2620, mars 2015. 117 p. @

En se basant notamment sur des expériences européennes réussies et transposables, le rapporteur procède à un état des lieux de la situation française et formule plusieurs recommandations : créer un guichet unique destiné aux jeunes en recherche d'emploi, renforcer les mesures de formation, d'apprentissage et de lutte contre le décrochage scolaire, fusionner les dispositifs "garantie jeunes" et "garantie pour la jeunesse".

Education

• Lutte contre les sorties précoces dans l'Union européenne.

Ministère de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Note d'information, n°9 ; mars 2015. 4 p. @

Cette note de synthèse est consacrée au décrochage scolaire dans les pays de l'UE. Ce sujet figure d'ailleurs au premier rang des objectifs de la stratégie *Europe 2020*. L'enjeu est majeur dans la mesure où ces jeunes « décrocheurs » sont souvent les premiers concernés, à court ou moyen terme, par la privation d'emploi et la menace d'exclusion sociale.

Habitat et logement

• La concertation au Blosne (Rennes) : synthèse des principales actions de concertation menées par l'IAUR et l'Audiar pour le projet de renouvellement urbain.

IAUR - Ville de Rennes – Audiar. @
Mars 2015. 86 p.

Ce document rassemble des fiches de synthèse des principales actions menées par l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de Rennes (IAUR) et par l'agence d'urbanisme Audiar dans le cadre de leur mission d'animation et de coordination des actions de concertation liées au quartier du Blosne à Rennes. [Ce quartier est référencé QP035005 dans le décret no 2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains].

• 7ème rapport de l'Observatoire de la jeunesse solidaire.

Association de la fondation étudiante pour la ville (Afev) ; mars 2015. 20 p. @

Pour l'édition 2015 de son rapport, l'Observatoire de la jeunesse solidaire de l'Afev s'est intéressé à la question de l'accès au logement des jeunes et son incidence sur leur parcours d'autonomie. Le constat est significatif : 7 jeunes sur 10 sont confrontés à des difficultés manifestes pour accéder à un logement

autonome. Autre fait marquant : près d'un quart d'entre eux doit restreindre son budget alimentation et santé afin d'être en mesure de payer son loyer.

Métropole

• Modes de gouvernance de régions-capitales en Europe.

IAU Ile-de-France ; Christian Lefèvre.
Mars 2015. 59 p. @

À l'aube de transformations structurelles du paysage institutionnel, l'IAU souhaite apporter des éléments de réponse pour nourrir le débat de la gouvernance métropolitaine en Île-de-France. Quatre capitales européennes sont examinées dans ce rapport : Londres, Berlin, Madrid et Rome. Si de profondes différences institutionnelles existent, la comparaison permet néanmoins de distinguer un certain nombre de traits caractéristiques de l'efficacité du système.

Montagne

• La montagne à l'aube de l'acte II de la loi montagne.

Catherine Payen.
Maires de France, n° 322, mars 2015. pp. 28-30.

En montagne, concilier développement économique et protection de l'environnement nécessite des mesures particulières. À l'heure de la révision de la « loi montagne », les élus rappellent leurs contraintes.

Numérique

• Guide pour créer un tiers-lieu (à destination des collectivités).

Caisse des Dépôts ; mars 2015 ; 80 p. @

Ce guide s'appuie sur des expériences récentes de *coworking* et présente des clés de compréhension quant à l'émergence de ces lieux innovants, de leurs différentes dimensions (ressources humaines, économiques, juridiques, impact social...) ainsi que des éléments méthodologiques pour le montage d'un projet d'espace de travail collaboratif partagé.

• Dossier Smart cities.

Le Courrier des maires et des élus locaux, n° 228, mars 2015. pp. 20-25.

Services interconnectés, open data, ... : la ville intelligente interagit désormais avec ses habitants. Aujourd'hui, les *smart cities* représentent non seulement la promesse d'un marché d'opportunités économiques pour les industriels et un atout pour le territoire, mais c'est aussi un modèle où les citoyens doivent être pleinement associés.

Politique de la ville

• Mobiliser le droit commun : du mot d'ordre à la pratique.

Thomas Kirsbaum.
Résoville ; mars 2015. 60 p. @

Thèmes et questions abordés : Comment renforcer les moyens de droit commun dans une logique d'équité territoriale ? Comment adapter les différentes politiques publiques en pensant le changement dans les organisations ? Comment renforcer le partenariat interinstitutionnel et la coordination entre professionnels sur le terrain et au niveau décisionnel ?

• « On fixe à la politique de la ville des objectifs inatteignables ».

France Inter ; *Périphérie* ; 8 mars 2015. @

Entretien avec Thomas Kirsbaum autour des conclusions de l'ouvrage qu'il a coordonné : « *En finir avec les banlieues ? Le désenchantement de la politique de la ville* ».

Prévention de la délinquance - Justice

• Les politiques en matière de sécurité dans les petites villes : bilan et perspectives.

Association des petites villes de France (APVF) ; février 2015. 13 p. @

L'APVF a lancé une enquête quantitative afin de tirer un bilan des politiques locales de sécurité et de prévention de la délinquance menées dans les petites villes. Parmi les sujets de l'enquête : la coopération intercommunale en matière de sécurité, la progression de la vidéosurveillance dans les dispositifs de prévention, les conventions de coordination avec la gendarmerie et la police nationale.

• Les centres éducatifs fermés (CEF) : la part cachée du travail éducatif en milieu contraint.

Catherine Lenzi ; Philip Milburn.

Mission de recherche Droit & Justice ; IREIS-ESPASS ; Laboratoire Printemps (CNRS) ; janvier 2015 [publ. mars 2015]. 347 p. @

Menée sur deux ans, la recherche éclaire la singularité des logiques et des agencements organisationnels qui ont pris forme au sein du secteur associatif habilité par la Justice à la mise en œuvre des Centres éducatifs fermés (CEF). Partant d'un contexte mouvant et fragile de recomposition du traitement de la délinquance juvénile, le projet vise à interroger les conditions de production de l'action éducative en milieu contraint.

Prospective

• Repenser les villes dans la société post-carbone : éclairages d'un programme de prospective.

CGDD ; Eric Vidalenc ; Antoine Rivière ; Jacques Theys. Études et documents, n°119, mars 2015. 28 p. @

Cet article, qui s'inspire du programme de recherche interdisciplinaire « Repenser les villes dans la société post-carbone », tente de répondre à deux principales questions : quel est le rôle des villes dans cette transition ? Comment peuvent-elles mener à une société post-carbone ?

• Le travail en 2030.

Roman Pletter ; Pierre-Yves Oudeyer ; François Roche et al. Problèmes économiques, n°3107, mars 2015. pp. 4-45.

Quel visage prendra le monde du travail dans les décennies à venir ? Le progrès technologique, souvent bénéfique pour le bien-être, a également très souvent engendré de grands bouleversements. La révolution numérique ne fait pas exception. Il ne s'agit pas d'une simple technologie de rupture, mais d'un faisceau d'innovations dont l'interpénétration des différentes nouvelles technologies crée une dynamique exceptionnelle.

Réforme territoriale

• Premier point sur la réforme de l'Etat territorial.

Patrick Gérard.

AJDA, n° 8/2015. pp. 432-436.

La réforme de l'administration territoriale de l'Etat menée par le Gouvernement peut se caractériser par une révolution s'agissant de la présence de l'Etat dans les départements et par une construction nouvelle pour « l'Etat régional ». La nouvelle délimitation régionale laisse apparaître plusieurs interrogations touchant à la désignation du chef-lieu et surtout à l'organisation des services déconcentrés de l'Etat. Le sort des administrations « interrégions » reste, quant à lui, à définir.

• L'essentiel est de casser la verticalité de l'action publique. Interview de Romain Pasquier.

Acteurs publics, n° 114, 2015. pp. 9-14. @

Professeur à Sciences-Po Rennes, spécialiste des collectivités territoriales, le chercheur Romain Pasquier estime que la réforme territoriale du Gouvernement consacre les métropoles sans contre-pouvoir. Il plaide pour un véritable gouvernement régional et une refonte de la démocratie locale.

Rural

• Comité interministériel aux ruralités (Laon).

Dossier de presse. 13 mars 2015. @

Le carré législatif et parlementaire

• Loi n° 2015-292 du 16 mars 2015 relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes. @

• Loi n° 2015-264 du 9 mars 2015 autorisant l'accord local de répartition des sièges de conseiller communautaire. @

• Décret n° 2015-299 du 16 mars 2015 relatif à l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (Anru). @

• Instruction CGET/DGITM du 6 mars 2015 relative à la mobilisation et à l'adaptation des politiques de transport et de mobilité en faveur des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville. @

Outils

• Plateforme de consultation publique sur la démocratisation du dialogue environnemental. @

Suite à l'installation, le 19 février dernier, de la commission spécialisée du Conseil national de la transition écologique sur la démocratisation du dialogue environnemental, le ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie vient de lancer une plateforme internet destinée au grand public. Pour alimenter les conclusions de cette commission, la ministre a souhaité ainsi faire appel directement aux citoyens pour recueillir leurs avis, leurs expériences et leurs suggestions.

• Île-de-France : des cartes cinématiques pour visualiser les activités des Franciliens. @

La Direction régionale et interdépartementale de l'Équipement et de l'Aménagement d'Île-de-France (DRIEA IF) mène actuellement sur une étude relative aux dynamiques quotidiennes des Franciliens. Les cartes produites dans le cadre de cette recherche questionnent la dynamique des territoires et viennent compléter de nombreuses analyses sur l'organisation urbaine en Île-de-France.

• Plateforme web de consultation publique sur les priorités de la ville intelligente et numérique (Montréal-Québec). @

Les cinq débats-citoyens organisés en novembre dernier par le Bureau de la ville intelligente et numérique de Montréal (BVIN) avaient pour objectif principal un dialogue approfondi avec les Montréalais autour des thèmes : "Gouvernance transparente et ouverte" ; "Culture et ville intelligente" ; "Vie communautaire, diversité socio-culturelle et ville intelligente". Les synthèses des échanges sont désormais accessibles en ligne.

• Bibliographie : « Agenda 21, reconnu innovation publique ». @

CGDD. Centre de ressources (CRDD). Mars 2015. 10 p.